
[Nous dénonçons et nous résistons aux effets négatifs de l'Économie verte sur les femmes et les forêts](#)

Déclaration du Mouvement mondial pour les forêts (WRM), mars 2016.

À Berta Cáceres et au peuple Lenca : la lutte continue !

Le mois de mars comporte deux dates importantes : la Journée internationale de la femme (le 8) et la Journée internationale des forêts (le 21). Les femmes jouent un rôle primordial dans la conservation des forêts, de l'eau et des territoires, et dans les combats pour les défendre. La mal nommée « économie verte », qui trouve ses racines dans le système capitaliste patriarcal, suscite et aggrave les injustices de genre car elle a sur les femmes des effets négatifs particuliers et différenciés.

Ces dernières années, l'importance des forêts est devenue notoire dans les discussions 'officielles', à tel point qu'en 2013 l'assemblée des Nations Unies lança la Journée internationale des forêts afin de sensibiliser le public à ce sujet. Néanmoins, les discussions en question ne portent pas sur les causes directes et profondes du déboisement, au contraire : les forêts, et la diversité biologique qu'elles hébergent, ont été réduites à un ensemble d'éléments qui fournissent des 'services'. Ces services des écosystèmes ont été dotés d'une valeur économique qui permet d'accroître le volume des affaires, et l'ensemble du processus est ce qu'on appelle « économie verte » (1). La définition erronée des forêts qu'utilisent les Nations Unies et la FAO et qui ne distingue pas les forêts des plantations industrielles d'arbres contribue à ce processus (2).

« L'économie verte » n'a aucun rapport avec la possibilité de transformer l'économie actuelle en une autre non nuisible, qui respecte les forêts et qui, par conséquent, reconnaisse l'importance des peuples qui en dépendent. Au contraire, ses défenseurs cherchent quelque chose de très différent. Les forêts de « l'économie verte » renforcent l'idée colonialiste qu'il faut « conserver » une collection d'espèces en évitant toute interaction avec les êtres humains. La dénégation du rôle que les peuples des forêts ont joué, des millénaires durant, dans leur conservation, touche spécialement les femmes, car leur participation est fondamentale au moment de conserver la forêt et son utilisation traditionnelle, de transmettre le savoir ancestral, d'approvisionner la communauté en aliments, en eau et en médicaments. En plus, elles jouent un rôle prépondérant dans les combats pour la défense de leur territoire.

La propagation des projets de compensation, comme REDD+ et les systèmes de compensation de la biodiversité qui permettent aux entreprises polluées responsables du déboisement de poursuivre leurs activités en arguant qu'elles « compensent » la destruction causée, a été facilitée par « l'économie verte ». Ainsi, les forêts ont été mises au service de l'économie oppressive et patriarcale qui reste inchangée, tout comme sa séquelle de destruction.

Que deviennent les femmes dans cette avancée de « l'économie verte » ?

Les projets de « conservation » – comme REDD+ – imposent souvent aux communautés d'innombrables restrictions quant à l'utilisation traditionnelle des forêts, sous prétexte que cette utilisation traditionnelle est la cause principale du déboisement. Cela permet d'augmenter l'exploitation pétrolière, gazière et minière, les plantations industrielles, la construction d'autoroutes et de barrages, et ainsi de suite.

On a pu constater que la plupart des projets et des programmes du type REDD+ ont changé radicalement la vie des communautés qui dépendent des forêts ; ces projets leur ont été imposés sans les consulter et, bien entendu, sans obtenir leur consentement, et ils les ont empêchées d'accéder à des territoires et des forêts indispensables à leur survie (3). Les communautés qui coexistent avec les forêts depuis d'innombrables générations se retrouvent confrontées à des lois, des règlements et des contrats qui visent à leur interdire de maintenir leurs traditions, leurs moyens de subsistance et leur mode de vie. En outre, les communautés qui subissent une exploitation capitaliste croissante doivent continuer à subir le dépouillement, la pollution et la violence dont elle s'accompagne. Cette situation affecte les femmes de façon extrême.

Le système patriarcal dominant a assigné aux femmes la responsabilité de fournir des aliments, d'accomplir les tâches domestiques et de prendre soin de leur famille. L'interdiction ou la restriction de l'utilisation de la forêt implique une charge plus lourde et davantage de difficultés pour cultiver la terre, apporter de l'eau, cueillir des plantes médicinales, etc. En outre, l'alourdissement de leur charge limite encore plus la possibilité des femmes de participer activement à des processus de prise de décisions où leurs apports sont précieux et qui, en plus, ont beaucoup d'importance pour elles. L'Alliance globale de peuples indigènes et de communautés sur le changement climatique et face à REDD+ signale : « il est évident que le système REDD+ représente une nouvelle forme de violence contre la femme, parce qu'il limite ou interdit l'accès des femmes à la terre qu'elles cultivent, où elles récoltent des aliments ou trouvent de l'eau pour leurs familles » (4). Or, ces activités sont le plus souvent accomplies par les femmes des communautés rurales. Et n'oublions pas que les femmes possèdent moins, héritent de moins et, de façon générale, ont moins accès aux biens de la communauté.

Les projets de « l'économie verte » ont déjà eu un autre effet négatif sur les femmes : l'augmentation de la violence exercée par les policiers que les entreprises ou les États engagent pour surveiller ces projets. Il existe de nombreux témoignages de femmes sur les violences qu'exerce la police quand elle fait irruption chez elles, sans autorisation et en portant des armes (5).

Quand on attaque la souveraineté alimentaire, le territoire et l'autonomie des communautés, on attaque directement le rôle vital des femmes.

La logique de « l'économie verte » fait croître les intérêts économiques et politiques sur les territoires. Tandis que d'un côté les systèmes de compensation facilitent les activités d'extraction et de plantation, la construction de barrages et d'infrastructure, qui intensifient la destruction, de l'autre côté les projets de « conservation » qui accaparent les forêts pour les « services écosystémiques » convoités par le capital augmentent encore la pression sur les territoires. Ce double accaparement de terres a suscité une augmentation des conflits et des combats de résistance, qui a donné lieu à la militarisation et à l'utilisation de technologies comme les satellites et les drones, et à des mesures de surveillance et de supervision des habitants des zones boisées fournisseuses de « services écosystémiques », de sorte que la violence a considérablement augmenté.

Les femmes sont aussi importantes dans les processus de résistance contre « l'économie verte » que dans la construction d'autres chemins vers une transformation radicale, solidaire et

revendicatrice. Berta Cáceres, combattante pour la défense du territoire et du peuple Lenca, l'a bien dit : « ***Dans nos cosmovisions, nous provenons de la terre, de l'eau et du maïs. Les Lenca sont les gardiens ancestraux des fleuves, et ils jouissent en plus de la protection des esprits des filles, qui nous apprennent que quand on donne sa vie de diverses manières pour défendre les fleuves, on donne sa vie pour le bien de l'humanité et de la planète... Nos consciences seront secouées si nous nous contentons de contempler l'autodestruction basée sur la déprédation capitaliste, raciste et patriarcale*** ».

Les exemples d'organisations et de combats menés par la force des femmes sont innombrables. Des femmes qui avancent ensemble, qui apprennent et renforcent la solidarité, qui créent des méthodes de lutte et de résistance innovantes et courageuses.

Nous nous solidarisons avec les femmes qui luttent pour défendre les forêts et les territoires.

(1) Voir dans le Bulletin 222 du WRM : « L'économie verte accorde l'immunité à des

criminels », <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/leconomie-verte-accorde-limmunita-a-des-criminels/>

(2) Voir la vidéo du WRM sur la publicité de la FAO à l'occasion de la journée internationale des forêts, <http://wrm.org.uy/fr/autres-informations-pertinentes/en-ce-qui-concerne-leau-les-plantations-ne-sont-pas-non-plus-des-forets/>

(3) Voir le livre du WRM : "REDD, une collection de conflits, de contradictions et de mensonges", <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/redd-une-collection-de-conflits-de-contradictions-et-de-mensonges/>.

(4) <http://www.ienearth.org/global-alliance-of-indigenous-peoples-and-local-communities-on-climate-change-against-redd-and-for-life/>.

(5) <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/leconomie-verte-au-bresil-des-femmes-parlent-des-impacts-du-projet-redd-de-la-spvs-et-dune-zone-protégée-de-la-fondation-boticario/>